

PA. 64. 00399

Arrêté portant déclaration d'abandon partiel  
de parcelles de la carrière exploitée par la  
Sté LAFARGE GRANULATS RHÔNE AUVERGNE (L.G.R.A)  
au lieudit "La Miat" à MONDRAGON .

PR 2005-05-24-0010-PREF

Le Préfet de Vaucluse  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'ordonnance n° 2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;
- VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre II - titre 1<sup>er</sup> et livre V titre 1<sup>er</sup> ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par la livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 **modifié**, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 3769 du 30 novembre 1987 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 973 bis du 7 mai 1992 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 991 bis du 13 mai 1992 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1749 du 18 août 1998 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 17.0070 du 17 février 2004 ;
- VU le dossier de déclaration d'abandon partiel de la carrière en date du 29 septembre 2004 ;
- VU le procès-verbal de récolement du 21 mars 2005 et le rapport de l'inspecteur des installations classées du même jour ;
- VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 12 avril 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de constater la fin des travaux sur les parcelles concernées ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Vaucluse :

### ARRETE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Les parcelles 3, 15pp, 16pp, 17pp, 18pp, 20, 21, 22, 23, 25 Section ZT et 15, 16, 17pp Section ZS sont retirées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 novembre 1987.

#### ARTICLE 2 :

Les parcelles 8, 9pp, 18pp, 24pp, 31 Section ZT, 5, 17pp Section ZS et 15 section ZV restent soumises aux prescriptions des arrêtés préfectoraux des 30 novembre 1987 et 18 août 1998.

#### ARTICLE 3 :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de Mondragon pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 4 :

Le Secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Mondragon, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement d'gendarmérie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directrices et directeurs départementaux de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, des affaires sanitaires et sociales, à la directrice régionale de l'environnement, au chef du service navigation Rhône Saône et au pétitionnaire.

Avignon le :  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général.

Jean-Bernard BOBIN